RCS : LYON
Code greffe : 6901

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

Le greffier du tribunal de commerce de LYON atteste l'exactitude des informations transmises ci-après

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2017 B 08131
Numéro SIREN : 834 183 253
Nom ou dénomination : A'SARTHE INTERIM

Ce dépôt a été enregistré le 17/10/2023 sous le numéro de dépôt A2023/036955

Financière ZSASZ
Société Civile au capital de 1.000 euros
Siège social : 16 Avenue Joannes Masset
69009 LYON
834 236 853 RCS LYON

ET

A'SARTHE INTERIM
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 50.000 Euros
Siège social : 16 Avenue Joannes Masset
69009 LYON
834 183 253 RCS LYON

Déclaration de régularité et de conformité

LES SOUSSIGNES :

La société **A'SARTHE INTERIM**,
Société par actions simplifiée au capital de 50 000 € dont le siège est 16 Avenue Joannes Masset – 69009 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 834 183 253, et représentée par son Président, la société « GROUPE JTI », elle-même représentée par son Président Monsieur Jean-Pascal TOURNIER,

ET

La société **Financière ZSASZ**,
Société civile au capital de 1 000 € dont le siège est 16 Avenue Joannes Masset – 69009 LYON, immatriculée au RCS de LYON sous le numéro 834 236 853, et représentée par son Gérant, Monsieur Jean-Pascal TOURNIER,

Et comme spécialement habilités à l'effet de signer les présentes en vertu des délibérations des Assemblées Générales des associés des sociétés susnommées en date du 18/09/2023,

Ont préalablement à la déclaration de conformité qui va suivre exposé ce qui suit :

1) Le projet étant né d'une fusion entre la société Financière ZSASZ et la société A'SARTHE INTERIM, les dirigeants de ces deux sociétés ont, conformément aux dispositions de l'article R. 236-1 du Code de commerce, établi un projet de fusion contenant notamment les motifs, buts et conditions de la fusion, les dates d'arrêté des comptes des sociétés participant à la fusion utilisés pour établir les conditions de l'opération, la désignation et l'évaluation de l'ensemble de l'actif et du passif de la société Financière ZSASZ devant être transmis à la société A'SARTHE INTERIM, le rapport d'échange des droits sociaux.

2) L'avis prévu par l'article R. 236-2 du Code de commerce a été publié au BODACC en date du 15/08/2023 pour la société Financière ZSASZ et du 15/08/2023 pour la société A'SARTHE INTERIM après dépôt du projet de fusion au greffe du tribunal de commerce de Lyon le 04/08/2023 pour la société Financière ZSASZ et au greffe du tribunal de commerce de Lyon le 04/08/2023 pour la société A'SARTHE INTERIM, comme indiqué dans les avis ci-dessus visés.

3) La société A'SARTHE INTERIM et la société Financière ZSASZ ont mis à la disposition de leurs associés dans les conditions prévues par la loi, le projet de fusion et les rapports du Gérant et Président aux assemblées générales extraordinaires.

4) L'assemblée générale extraordinaire de la société Financière ZSASZ, réunie le 18/09/2023, a approuvé le projet de fusion de la société avec la société A'SARTHE INTERIM et décidé que la société serait dissoute de plein droit, sans liquidation le jour de la réalisation définitive de la fusion.

5) L'associé unique de la société A'SARTHE INTERIM, le 18/09/2023, postérieurement à l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société Financière ZSASZ a :

- approuvé la fusion, l'évaluation des apports en nature et la rémunération prévue au projet de fusion ;

- décidé en conséquence d'augmenter le capital social d'une somme de 41 500 euros pour le porter à 91 500 euros, puis de réduire le capital social d'une somme de 50 000 € par annulation des 10.000 actions auto détenues, étant précisé par ailleurs que le capital a ensuite été augmenté de 8 500 € pour le porter à nouveau à 50 000 €, par incorporation de réserves.

6) Les avis prévus par l'article R. 210-9 du Code de commerce en ce qui concerne la fusion et l'augmentation du capital de la société A'SARTHE INTERIM et par l'article R. 237-2 dudit Code, en ce qui concerne la dissolution de la société Financière ZSASZ, ont été publiés tous deux dans le journal Tout Lyon, pr du 26/09/2023

7) Sont déposés au Greffe du tribunal de commerce de Lyon, à l'appui de la présente déclaration de régularité et de conformité :

- le projet de fusion définitif (traité de fusion) ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire de la société Financière ZSASZ du 18/09/2023 ;
- le procès-verbal des décisions de l'associé unique de la société A'SARTHE INTERIM du 18/09/2023 ;
- les statuts mis à jour de la société A'SARTHE INTERIM.
- la présente déclaration de régularité et de conformité.

Et ceci relaté, le soussigné affirme que la fusion de la société A'SARTHE INTERIM et de la société Financière ZSASZ est intervenue en conformité de la loi et des règlements.

Fait à Lyon
Le 18/09/2023

Pour Financière ZSASZ
M. Jean-Pascal TOURNIER

Pour A'SARTHE INTERIM
M. Jean-Pascal TOURNIER

A'SARTHE INTERIM
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 50 000 Euros
Siège social : 16 Avenue Joannes Masset – 69009 LYON
834 183 253 RCS LYON

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSOCIE UNIQUE
DU 18 SEPTEMBRE 2023

Le 18 septembre 2023, à 15 heures 30, au siège social, Monsieur Jean-Pascal TOURNIER agissant en qualité de Gérant de la société Financière ZSASZ, elle-même agissant en qualité d'associé unique de la société A'SARTHE INTERIM, société par actions simplifiée unipersonnelle, étant précisé que M. Jean-Pascal TOURNIER est également représentant du Président de la société A'SARTHE INTERIM (la société GROUPE JTI),

Déclare être appelé à statuer sur l'ordre du jour suivant :

- Approbation du projet de fusion prévoyant l'absorption de la société Financière ZSASZ par la société A'SARTHE INTERIM ;
- Approbation des apports-fusion, de leur évaluation et de leur rémunération ;
- Augmentation du capital ;
- Constatation de la réalisation définitive de l'opération ;
- Prélèvements à opérer sur la prime de fusion ;
- Modification corrélative des statuts;
- Modification de l'article 28 des statuts;
- Pouvoirs en vue des formalités.

Il dépose sur le bureau les documents suivants :

- Les statuts de la société ;
- le récépissé de dépôt du projet de fusion au Greffe du tribunal de commerce de LYON ;
- Le certificat d'insertion au BODACC concernant l'avis de fusion ;
- Le projet de fusion ;
- Le rapport du Président ;
- Le texte des résolutions proposées à l'Assemblée,

Puis, l'Associé unique prend les décisions suivantes :

Première Décision

L'Associé unique :

- après avoir entendu la lecture du rapport du Président,
- après avoir pris connaissance du projet de fusion conclu le 19/07/2023 avec la société Financière ZSASZ aux termes duquel cette société transmettrait à titre de fusion la totalité de son patrimoine à la société A'SARTHE INTERIM,

1) Décide d'approuver la transmission universelle du patrimoine de la société Financière ZSASZ ainsi que l'évaluation qui en a été faite, la valeur du patrimoine ainsi transmis s'élevant à 294 236 euros ;

2) Approuve la rémunération de la fusion selon le rapport d'échange de 8,30 actions de la société A'SARTHE INTERIM pour 1 part de la société Financière ZSASZ et l'augmentation de capital qui en résulte ; le nombre d'actions à créer étant de 8 300, le capital de la société « A'SARTHE INTERIM » étant ainsi augmenté d'une somme de 41 500 €, étant porté de 50 000 € à 91 500 €.

3) Décide que la fusion de la société A'SARTHE INTERIM avec la société Financière ZSASZ est définitive.

Deuxième Décision

L'Associé unique constate que par suite de l'adoption de la résolution qui précède, le capital social est augmenté d'une somme de 41 500 euros par la création de 8 300 actions entièrement libérées et portant jouissance du 1er janvier 2023, et attribuées aux associés de la société Financière ZSASZ comme suit :

- A la SAS Groupe JTI : 4 150 actions
- A M. Jean-Pascal TOURNIER : 83 actions
- A Mme Fleur RETOUT : 4 067 actions

L'Associé unique décide que la différence entre la valeur nette des biens et droits apportés par la société Financière ZSASZ et la valeur nominale des actions qui sont créées par la société A'SARTHE INTERIM à titre d'augmentation du capital (soit 41 500 euros), différence par conséquent égale à 252 736 €, constitue une prime de fusion qui sera inscrite au passif du bilan de la société A'SARTHE INTERIM et sur laquelle porteront les droits de tous les associés anciens et nouveaux de la société.

L'Associé unique constate que parmi les biens transmis par la société Financière ZSASZ figurent 10 000 actions de la société A'SARTHE INTERIM.

L'Associé unique décide en conséquence, afin d'éviter que la société A'SARTHE INTERIM détienne ses propres titres,

- d'annuler ces 10 000 actions et de réduire en conséquence le capital d'une somme de 50 000 € correspondant à la valeur nominale des actions annulées, le capital de la société « A'SARTHE INTERIM » se trouvant ainsi ramené de 91 500 € à 41 500 €,

- que, compte tenu de la valeur des 10 000 actions de la société « A'SARTHE INTERIM », retenue pour 356 000 € dans le projet de fusion, l'annulation de ces 10 000 actions aura également pour conséquence, outre la réduction du capital, l'épuration de la différence entre la valeur desdites actions et le montant de la réduction de capital, soit 306 000 €, sur la prime de fusion, laquelle sera ramenée de 252 736 € à 0 €, le solde, soit 53 264 € étant imputé sur le compte « Autres réserves ».

Troisième Décision

L'Associé unique approuve spécialement les dispositions du projet de fusion relatives à l'affectation de la prime de fusion dégagée par la fusion.

L'Associé unique prend acte que l'ensemble du patrimoine de la société Financière ZSASZ est transmis à la société A'SARTHE INTERIM.

Quatrième Décision

L'Associé unique décide d'augmenter le capital social d'un montant de 8 500 € par prélèvement sur le compte « Autres réserves », afin de maintenir le capital social à 50 000 €, par création de 1 700 actions nouvelles réparties comme suit entre les associés (proportionnellement à leur participation dans le capital) :

- A la SAS Groupe JTI : 850 actions
- A M. Jean-Pascal TOURNIER : 17 actions

- A Mme Fleur RETOUT : 833 actions

Cinquième Décision

L'Associé unique, en conséquence de l'adoption des décisions qui précèdent, décide de modifier comme suit l'article 6 des statuts relatif aux apports :

« Article 6 - **FORMATION DU CAPITAL**

A la constitution de la société, il a été fait apport d'une somme en numéraire de cinquante mille (50 000) Euros correspondant à DIX MILLE (10.000) actions de CINQ (5) EUROS chacune, souscrites en totalité et libérées de la moitié.

Il résulte d'une décision de l'associé unique en date du 5 mars 2019 que la totalité des fonds correspondant au montant du capital social a été versée et que les 10.000 actions composant le capital social ont été intégralement libérées.

Suivant décisions de l'Associé unique du 18 septembre 2023, le capital social a été augmenté de 41 500 € par la création de 8 300 actions puis réduit de 50 000 € par annulation de 10.000 actions suite à la fusion absorption de la société Financière ZSASZ, puis augmenté de 8 500 € par création de 1 700 actions par prélèvement de pareille somme sur le compte « Autres réserves ». »

Sixième Décision

L'Associé unique donne pouvoir au Président à l'effet de signer la déclaration de régularité et de conformité prévue par l'article L. 236-6 du Code de commerce.

Septième Décision

L'associé unique décide de modifier le délai de tenu des assemblées annuelles et modifie en conséquence le 2ème paragraphe de l'article 28 des statuts, qui est désormais libellé comme suit :

« Article 28 - ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les délais prévus par la réglementation ou à défaut dans les neuf mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, ainsi qu'à chaque fois que l'intérêt de la Société l'exigera. » Le reste de l'article est inchangé.

Huitième Décision

L'Associé unique confère tous pouvoirs au porteur de l'original, d'un extrait ou d'une copie des présentes à l'effet d'accomplir toutes formalités de publicité, de dépôt, et autres qu'il appartiendra.

***

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.

De tout ce que dessus, il a été dressé le présent procès-verbal qui a été signé, après lecture, par le représentant de l'Associé unique, également représentant du Président de A'SARTHE INTERIM.

P/« Financière ZSASZ »
ASSOCIE UNIQUE
M. Jean-Pascal TOURNIER

A'SARTHE INTERIM
Société par Actions Simplifiée
Au capital de 50.000 Euros
Siège social : 16 avenue Joannès Masset
69009 LYON
834 183 253 RCS LYON

STATUTS

Mis à jour le 18 septembre 2023

LA SOUSSIGNEE :

- La société dénommée «Financière ZSASZ», Société Civile au capital de 1.000 €, dont le siège social est fixé 16 Avenue Joannes Masset – 69009 LYON, en cours d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés de LYON, représentée par son co-gérant Monsieur Jean-Pascal TOURNIER,

a établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société par actions simplifiée qu'elle a décidé d'instituer.

TITRE I
FORME - DENOMINATION – OBJET - SIEGE - DUREE

Article 1 - **FORME**

La Société est une Société par actions simplifiée régie par les lois et règlements en vigueur notamment par le Code de Commerce, ainsi que par les présents statuts.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Article 2 - **DENOMINATION**

La dénomination sociale est : A'SARTHE INTERIM.

Dans tous les actes et documents émanant de la Société et destinés aux tiers, la dénomination doit être précédée ou suivie immédiatement des mots " Société par actions simplifiée " ou des initiales S.A.S. et de l'énonciation du montant du capital social.

Article 3 - **OBJET**

La société a pour objet exclusif, en France et dans tous pays, l'activité d'entrepreneur de travail temporaire au sens de la loi n° 72-1 du 3 janvier 1972 ainsi que le recrutement et le placement de personnel pour le compte de tiers.

En outre, la société pourra réaliser toutes opérations se rapportant à :

- La création, l'acquisition, la location, la prise en location-gérance de tous fonds de commerce, la prise à bail, l'installation, l'exploitation de tous établissements ou fonds de commerce se rapportant directement ou indirectement à l'activité principale précisée ci-dessus.
- La participation, directe ou indirecte, de la société dans toutes opérations financières, immobilières ou mobilières ou entreprises commerciales pouvant se rattacher à l'objet social ou à tout objet similaire ou connexe
- Toutes opérations quelconques contribuant à la réalisation de cet objet.

Article 4 - **SIEGE SOCIAL - SUCCURSALES**

Le siège de la Société est fixé à : 16 avenue Joannès Masset 69009 LYON.

Il peut être transféré en tout endroit du même département ou dans un département limitrophe, par une simple décision du Président, sous réserve de ratification de cette décision par l'associé unique ou la prochaine Assemblée Générale Ordinaire des associés lorsque la Société en comporte plus d'un.

Article 5 - **DUREE - ANNEE SOCIALE**

1 - La durée de la Société est de 99 années à compter de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf les cas de prorogation ou de dissolution anticipée.

2 - L'année sociale commence le 1er janvier et finit le 31 décembre.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 décembre 2018.

En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de constitution et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

TITRE II
CAPITAL - ACTIONS

Article 6 - **FORMATION DU CAPITAL**

A la constitution de la société, il a été fait apport d'une somme en numéraire de cinquante mille (50 000) Euros correspondant à DIX MILLE (10.000) actions de CINQ (5) EUROS chacune, souscrites en totalité et libérées de la moitié.

Il résulte d'une décision de l'associé unique en date du 5 mars 2019 que la totalité des fonds correspondant au montant du capital social a été versée et que les 10.000 actions composant le capital social ont été intégralement libérées.

Suivant décisions de l'Associé unique du 18 septembre 2023, le capital social a été augmenté de 41 500 € par la création de 8 300 actions puis réduit de 50 000 € par annulation de 10.000 actions suite à la fusion absorption de la société Financière ZSASZ, puis augmenté de 8 500 € par création de 1 700 actions par prélèvement de pareille somme sur le compte « Autres réserves ».

Article 7 - **CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est fixé à la somme de CINQUANTE MILLE (50.000) EUROS. Il est divisé en DIX MILLE (10.000) actions d'une seule catégorie de CINQ (5) EUROS chacune, intégralement libérées.

Article 8 - **AUGMENTATION DU CAPITAL SOCIAL**

Le capital social est augmenté par tous moyens et selon toutes modalités par décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés, s'ils sont plusieurs, sur rapport du Président de la Société.

Le droit à l'attribution d'actions nouvelles aux associés, à la suite de l'incorporation au capital de réserves, bénéfices ou primes d'émission, appartient au nu-propriétaire, sous réserve des droits de l'usufruitier.

Si l'augmentation de capital est réalisée par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, de fusion ou d'apport, l'Assemblée Générale statue aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

L'Assemblée Générale peut déléguer au Président de la Société les pouvoirs nécessaires à la réalisation de l'augmentation de capital.

Article 9 - **LIBERATION DES ACTIONS**

Toutes les actions d'origine formant le capital initial et représentant des apports en numéraire doivent être obligatoirement libérées de la moitié au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription.

Les actions souscrites lors d'une augmentation de capital en numéraire doivent être obligatoirement libérées d'un quart au moins de leur valeur nominale lors de leur souscription et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

La libération du surplus doit intervenir en une ou plusieurs fois sur décision du Président dans le délai de cinq ans, soit à compter du jour de l'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, soit, en cas d'augmentation de capital, à compter du jour où celle-ci est devenue définitive.

Les appels de fonds sont portés à la connaissance des souscripteurs par lettre recommandée avec accusé de réception expédiée quinze jours au moins avant la date fixée pour chaque versement. Les versements sont effectués, soit au siège social, soit en tout autre endroit indiqué à cet effet.

Tout retard dans le versement des sommes dues sur le montant non libéré des actions entraîne, de plein droit et sans qu'il soit besoin de procéder à une formalité quelconque, le paiement d'un intérêt au taux légal, à partir de la date d'exigibilité, sans préjudice de l'action personnelle que la Société peut exercer contre l'associé défaillant et des mesures d'exécution forcée prévues par la loi.

Article 10 - **REDUCTION DU CAPITAL SOCIAL**

La réduction du capital est autorisée ou décidée par l'associé unique ou par l'Assemblée Générale Extraordinaire qui peut déléguer au Président tous pouvoirs pour la réaliser. En aucun cas, elle ne peut porter atteinte à l'égalité des associés.

La réduction du capital social à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci à un montant au moins égal à ce montant minimum, sauf transformation de la Société en Société d'une autre forme.

En cas d'inobservation de ces dispositions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 11 - **FORME DES ACTIONS**

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles donnent lieu à une inscription en compte individuel dans les conditions et selon les modalités prévues par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Ces comptes individuels peuvent être des comptes " nominatifs purs " ou des comptes " nominatifs administrés " au choix de l'associé.

Article 12 - **INDIVISIBILITE DES ACTIONS**

Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. En cas de pluralité d'associés, les copropriétaires indivis d'actions sont représentés aux Assemblées Générales par l'un d'eux ou par

un mandataire commun de leur choix. A défaut d'accord entre eux sur le choix d'un mandataire, celui-ci est désigné par Ordonnance du Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande du copropriétaire le plus diligent.

Le droit de vote attaché à l'action appartient à l'usufruitier dans les Assemblées Générales Ordinaires et au nu-propriétaire dans les Assemblées Générales Extraordinaires. Cependant, les associés peuvent convenir entre eux de toute autre répartition pour l'exercice du droit de vote aux Assemblées Générales. En ce cas, ils devront porter leur convention à la connaissance de la Société par lettre recommandée adressée au siège social, la Société étant tenue de respecter cette convention pour toute Assemblée Générale qui se réunirait après l'expiration d'un délai d'un mois suivant l'envoi de la lettre recommandée, le cachet de la poste faisant foi de la date d'expédition.

Le droit de l'associé d'obtenir communication de documents sociaux ou de les consulter peut également être exercé par chacun des copropriétaires d'actions indivises, par l'usufruitier et le nu-propriétaire d'actions.

Article 13 - **CESSION ET TRANSMISSION DES ACTIONS**

1 - La propriété des actions résulte de leur inscription en compte individuel au nom du ou des titulaires sur les registres tenus à cet effet au siège social.

La cession des actions s'opère, à l'égard des tiers et de la Société, par un ordre de mouvement de compte à compte signé du cédant ou de son mandataire. Le mouvement est mentionné sur ces registres.

2 - Les actions ne sont négociables qu'après l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés. En cas d'augmentation de capital, les actions sont négociables à compter de la réalisation définitive de celle-ci.

3 - La cession ou transmission des actions de l'associé unique est libre.

En cas de pluralité d'associés, la cession d'actions à un tiers ou au profit d'un associé, sous réserve du droit de préemption et de sortie conjointe stipulé ci-dessous, est soumise à l'agrément préalable de la Société.

A cet effet, le cédant doit notifier au Président de la Société une demande d'agrément indiquant l'identification du cessionnaire (dénomination, siège social, capital, RCS, composition des organes de direction et d'administration, identité des associés), le nombre d'actions dont la cession est envisagée et le prix offert. L'agrément résulte soit d'une décision émanant de l'Assemblée Générale Ordinaire, soit du défaut de réponse dans le délai de trois mois à compter de la demande.

En cas de refus d'agrément du cessionnaire proposé et à moins que le cédant décide de renoncer à la cession envisagée, les autres associés sont tenus, dans le délai de trois mois à compter de la notification du refus, soit d'acquérir les actions dont la cession est envisagée, soit de les faire racheter par la Société qui devra les céder dans un délai de six mois ou les annuler.

Cette acquisition a lieu moyennant un prix qui, à défaut d'accord entre les parties est déterminé par voie d'expertise dans les conditions prévues à l'article 1843-4 du Code Civil.

Si, à l'expiration du délai de trois mois ci-dessus prévu, l'achat n'est pas réalisé, l'agrément est considéré comme donné.

4 - Les dispositions qui précèdent sont applicables à toutes les cessions, même aux adjudications publiques en vertu d'une ordonnance de justice ou autrement.

5- Préalablement à toute démarche auprès d'un éventuel tiers acquéreur, tout associé s'engage à informer chacun des autres associés de son intention de procéder à une cession, en lui notifiant un avis qui, pour être valable, devra comporter le nombre et la nature des titres dont la cession est envisagée, et un prix indicatif par titre, afin de permettre à chacun des autres associés, par priorité à toute autre personne, de proposer une offre d'acquisition de ces titres, au prorata de détention de ses propres titres.

A compter de la réception de cet avis, chacun des autres associés disposera d'un délai de 30 jours pour faire au cédant une offre de rachat de l'intégralité des titres objet de l'avis, à un prix qui pourra être différent du prix indicatif visé au paragraphe précédent, à défaut de quoi le cédant sera libre de procéder à la cession envisagée.

A compter de la réception de l'offre de rachat par le cédant, ce dernier disposera d'un délai de 30 jours (trente jours) pour notifier à chacun des autres associés s'il accepte ou refuse l'offre, à défaut de quoi il sera réputé avoir refusé l'offre.

En cas d'acceptation de l'offre par le cédant, et dans un délai de 60 jours (soixante jours) à compter de l'acceptation, les actes matérialisant le transfert de propriété et permettant de rendre la cession opposable aux tiers, dûment signés par le cédant, et le paiement du prix, devront avoir été définitivement échangés.

En cas de refus de l'offre par le cédant, ce dernier pourra procéder librement à la cession des titres objet de l'avis, auprès de tout tiers acquéreur, et aux conditions de son choix, sous réserve des stipulations du 6- ci-dessous.

En tout état de cause, il est précisé que la cession ne pourra être réalisée qu'à la condition que :

(i) le prix de la cession soit, à condition de cession équivalente, supérieur ou égal au prix offert par le ou les autres associés et,
(ii) la cession soit réalisée dans le délai de 180 jours (cent quatre-vingt jours) à compter de la notification par le cédant de son refus.

A défaut, la cession envisagée ne pourra être réalisée.

6- Sans préjudice des stipulations prévues à l'article 5, tout projet de cession est soumis à un droit de préemption bénéficiant à tous les associés selon les modalités suivantes.

En cas de projet de cession, chacun des autres associés (non cédant) disposera, à compter de la date de réception d'un avis comportant :

- les nom, prénom, profession et domicile de l'acquéreur,
- ou, s'il s'agit d'une personne morale, sa dénomination, son siège social, son numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, ainsi que l'identité des personnes détenant son contrôle, le nombre et la nature des titres dont la cession est envisagée, la nature juridique de la cession envisagée, le prix de la cession projetée, les principales caractéristiques du contrat de cession ayant pour objet la cession des titres envisagée,

d'un délai de 30 jours (trente jours) pour notifier au cédant son intention d'exercer son droit de préemption ainsi que, s'il désire exercer son droit de préemption, le nombre de titres qu'il désire préempter.
A défaut de notification par chacun des autres associés (non cédant) de son intention d'exercer son droit de préemption, il sera réputé irréfragablement y avoir définitivement renoncé pour la cession concernée.

En cas d'exercice par chacun des autres associés (non cédant) de son droit de préemption, ce ou

ces derniers sera(ont) tenu d'acquérir les titres dont la cession est projetée, conformément au prix et aux conditions figurant dans l'avis de notification de la cession qui lui aura été adressé par le cédant.

Si, du fait du bénéficiaire du droit de préemption, la cession des titres objet du droit de préemption n'est pas réalisée par la signature des actes matérialisant le transfert de propriété avant l'expiration d'un délai de 60 jours (soixante jours), le bénéficiaire du droit de préemption ne pourra plus exercer son droit de préemption, et la cession initialement projetée pourra être réalisée selon les modalités, notamment de prix, stipulées dans l'avis de cession, sous réserve des dispositions de l'article 13.3 ci-dessus.

7 - En cas d'augmentation de capital par émission d'actions de numéraire, la cession des droits de souscription est soumise à autorisation de la collectivité des associés dans les conditions prévues au 3. ci-dessus.

8 - La cession de droit à attribution d'actions gratuites, en cas d'incorporation au capital de bénéfices, réserves, provisions ou primes d'émission ou de fusion, est assimilée à la cession des actions gratuites elles-mêmes et doit donner lieu à demande d'agrément dans les conditions définies au 3. ci-dessus.

Toute cession réalisée en violation des clauses ci-dessus est nulle.

Article 14 - **DROITS ET OBLIGATIONS ATTACHES AUX ACTIONS**

1 - Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente et donne droit au vote et à la représentation dans les Assemblées Générales, dans les conditions fixées par les statuts.

Tout associé a le droit d'être informé sur la marche de la Société et d'obtenir communication de certains documents sociaux aux époques et dans les conditions prévues par la loi et les statuts.

2 - Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

Sous réserve des dispositions légales et statutaires, aucune majorité ne peut leur imposer une augmentation de leurs engagements. Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

La possession d'une action comporte de plein droit adhésion aux décisions des associés et aux présents statuts. La cession comprend tous les dividendes échus et non payés et à échoir, ainsi éventuellement que la part dans les fonds de réserve, sauf dispositions contraires notifiées à la Société.

3 - Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder un certain nombre d'actions pour exercer un droit quelconque, en cas d'échange, de regroupement ou d'attribution de titres, ou lors d'une augmentation ou d'une réduction de capital, d'une fusion ou de toute autre opération, les associés possédant un nombre d'actions inférieur à celui requis, ne peuvent exercer ces droits qu'à la condition de faire leur affaire personnelle de l'obtention du nombre d'actions requis.

ARTICLE 15 – **NON CONCURRENCE - EXCLUSION**

15.1 Engagement de non-concurrence

Les associés personnes physiques s'engagent à respecter le secret le plus absolu concernant les informations relevant du domaine d'activités de la société A'SARTHE INTERIM (Ci-après la Société) et du groupe (au sens de l'article L. 233-3 du code de commerce) auquel elle appartient en dehors de l'exercice de leurs prérogatives résultant de leur qualité d'associé dans le cadre des

statuts et de la loi.

Par ailleurs, les associés s'engagent à n'entreprendre aucune démarche pouvant porter atteinte aux intérêts, à la réputation ou à l'image de la Société et du groupe) auquel elle appartient.

Pendant la période d'association, les associés s'interdisent, directement ou indirectement, à quelque titre que ce soit, de concurrencer la Société, et à ce titre de contacter, de prospecter pour l'intérêt d'un concurrent tout client de la Société.

A ce titre, les associés s'interdisent de cumuler sans autorisation écrite et préalable de la gérance leur statut de mandataire social, salarié et/ou d'associé dans la Société avec une autre activité salariée ou non salariée au profit d'un concurrent ou au titre d'une activité indépendante.

Cet engagement devra être respecté pendant toute la durée pendant laquelle l'associé détiendra des titres de la Société.

15.2 Exclusion

L'exclusion d'un associé peut être prononcée dans les cas suivants :

- violation des dispositions des présents statuts ;

- exercice direct ou indirect par un associé personne physique d'une activité concurrente de celle exercée par la Société ;

- révocation d'un associé de ses fonctions de mandataire social ;

- condamnation pénale prononcée à l'encontre d'un associé ;

L'exclusion est prononcée par décision collective des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote ; l'associé dont l'exclusion est susceptible d'être prononcée participe au vote et ses actions sont prises en compte pour le calcul de la majorité.

Les associés sont consultés sur l'exclusion à l'initiative du Président; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, les associés seront consultés à l'initiative de l'associé le plus diligent.

La décision d'exclusion est notifiée à l'associé exclu par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à l'initiative du Président; si le Président est lui-même susceptible d'être exclu, la notification intervient à l'initiative de l'associé le plus diligent.

Cette décision doit, également, statuer sur le rachat des actions de l'associé exclu et désigner le ou les acquéreurs (qui peut être la Société elle-même) de ces actions; il est expressément convenu que la cession sera réalisée valablement sans application de la clause d'agrément et de la clause de préemption prévues aux présents statuts.

L'exclusion de plein droit et l'exclusion facultative entraînent, dès le prononcé de la mesure, la suspension des droits non pécuniaires attachés à la totalité des actions de l'associé exclu.

TITRE III
DIRECTION ET CONTROLE DE LA SOCIETE

Article 16 - **PRESIDENT**

La Société est administrée et dirigée par un Président, personne physique ou morale.

Le Président est nommé ou renouvelé dans ses fonctions par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, qui peut le révoquer à tout moment.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président ou dirigeant, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président ou dirigeant en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Article 17 - **POUVOIRS DU PRESIDENT**

1 - Le Président assume, sous sa responsabilité, et dans la limite des pouvoirs réservés à l'Assemblée Générale des associés conformément aux présents statuts, la Direction de la Société. Il la représente dans ses rapports avec les tiers, avec les pouvoirs les plus étendus, dans la limite de l'objet social.

Les décisions de l'associé unique ou des associés limitant ses pouvoirs sont inopposables aux tiers.

Dans ses rapports avec les tiers, le Président engage la Société même par les actes qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer, compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

2 - Le Président peut consentir à tout mandataire de son choix toutes délégations de pouvoirs qu'il juge nécessaires, dans la limite de ceux qui lui sont conférés par la loi et les présents statuts.

3° - Les délégués du comité d'entreprise exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président.

Article 18 - **AUTRES DIRIGEANTS**

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, peut nommer un ou plusieurs autres dirigeants, personnes physiques ou morales auxquelles peut être conféré le titre de Directeur Général.

Les dirigeants sont révocables à tout moment par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Ordinaire des associés.

L'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, l'Assemblée Générale Ordinaire des associés, détermine l'étendue et la durée des pouvoirs des dirigeants.

Article 19 - **REMUNERATION DE LA DIRECTION**

La rémunération du Président et celle des dirigeants est déterminée par l'associé unique ou, en cas de pluralité d'associés, par l'Assemblée Générale Ordinaire. Elle peut être fixe ou proportionnelle, ou à la fois fixe et proportionnelle.

Article 20 - **CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET UN DIRIGEANT**

Les conventions qui peuvent être passées entre la Société et son Président ou l'un de ses dirigeants sont soumises aux formalités de contrôle prescrites par la loi.

Article 21 - **COMMISSAIRES AUX COMPTES**

Un ou plusieurs Commissaires aux Comptes titulaires sont nommés et exercent leur mission de

contrôle conformément à la loi.

TITRE IV
DECISIONS COLLECTIVES

Article 22 - **FORME DES DECISIONS**

Les décisions des associés sont, au choix du Président, prises en Assemblée Générale ou résultent du consentement des associés exprimé dans un acte sous seing privé. Elles peuvent également faire l'objet d'une consultation écrite.

Toutefois devront être obligatoirement prises en Assemblée toutes décisions nécessitant l'intervention du Commissaire aux Comptes ou d'un Commissaire aux Apports.

Les Assemblées Générales Ordinaires sont celles qui sont appelées à prendre toutes décisions qui ne modifient pas les statuts.

Les Assemblées Générales Extraordinaires sont celles appelées à décider ou autoriser des modifications directes ou indirectes des statuts.

Les délibérations des Assemblées Générales obligent tous les associés, même absents.

Si la Société ne comporte qu'un associé unique, celui-ci exerce les pouvoirs dévolus à l'Assemblée Générale.

Article 23 - **CONVOCATION ET REUNION DES ASSEMBLEES GENERALES**

Les Assemblées Générales sont convoquées soit par le Président, soit par un mandataire désigné par le Président du Tribunal de Commerce statuant en référé à la demande d'un ou plusieurs associés réunissant 10 p. 100 au moins du capital.

Elles peuvent également être convoquées par le Commissaire aux Comptes.

Pendant la période de liquidation, les Assemblées sont convoquées par le ou les liquidateurs. Les Assemblées Générales sont réunies au siège social ou en tout autre lieu indiqué dans l'avis de convocation.

La convocation est faite quatre (4) jours avant la date de l'Assemblée par tous moyens, notamment par email.

Lorsqu'une Assemblée n'a pu régulièrement délibérer, faute de réunir le quorum requis, la deuxième Assemblée et, le cas échéant, la deuxième Assemblée prorogée, sont convoquées dans les mêmes formes que la première et l'avis de convocation rappelle la date de la première et reproduit son ordre du jour.

Article 24 - **ORDRE DU JOUR**

1 - L'ordre du jour des Assemblées est arrêté par l'auteur de la convocation.

2 - Un ou plusieurs associés, représentant au moins la quotité du capital social requise et agissant dans les conditions et délais fixés par la loi, ont la faculté de requérir, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, l'inscription à l'ordre du jour de l'Assemblée de projets de résolutions.

3 - L'Assemblée ne peut délibérer sur une question qui n'est pas inscrite à l'ordre du jour, lequel ne peut être modifié sur deuxième convocation. Elle peut toutefois, en toutes circonstances,

révoquer le Président, un ou plusieurs dirigeants et procéder à leur remplacement.

Article 25 - **ADMISSION AUX ASSEMBLEES - POUVOIRS**

1 - Tout associé a le droit de participer aux Assemblées Générales et aux délibérations personnellement ou par mandataire, quel que soit le nombre de ses actions, sur simple justification de son identité, dès lors que ses titres sont inscrits en compte à son nom.

2 - Un associé ne peut se faire représenter que par un autre associé justifiant d'un mandat.

Article 26 - **TENUE DE L'ASSEMBLEE - BUREAU - PROCES-VERBAUX**

1 - Une feuille de présence est émargée par les associés présents et les mandataires et à laquelle sont annexés les pouvoirs donnés à chaque mandataire. Elle est certifiée exacte par le bureau de l'Assemblée.

2 - Les Assemblées sont présidées par le Président ou, en son absence, par un dirigeant spécialement délégué à cet effet par l'Assemblée.

En cas de convocation par mandataire de justice, l'Assemblée est présidée par l'auteur de la convocation. A défaut, l'Assemblée élit elle-même son Président.

L'Assemblée peut désigner un Secrétaire qui peut être pris en dehors de ses membres.

3 - Les délibérations des Assemblées sont constatées par des procès-verbaux signés par le Président et, le cas échéant le Secrétaire, et établis sur un registre spécial conformément à la loi. Les copies et extraits de ces procès-verbaux sont valablement certifiés par l'un des deux.

4 - Si la Société ne comporte qu'un associé unique, ses décisions sont constatées par des procès-verbaux signés par lui et répertoriés dans un registre coté et paraphé dans les mêmes conditions que les registres d'Assemblées.

Article 27 - **QUORUM - VOTE**

1 - Le quorum est calculé sur l'ensemble des actions composant le capital social, le tout déduction faite des actions privées du droit de vote en vertu des dispositions de la loi ou des présents statuts.

2 - Chaque action donne droit à une voix.

3 - Le vote s'exprime à main levée, ou par appel nominal, ou au scrutin secret, selon ce qu'en décide le bureau de l'Assemblée ou les associés.

Article 28 - **ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE**

L'Assemblée Générale Ordinaire prend toutes décisions qui n'ont pas pour objet de modifier les statuts.

L'Assemblée Générale Ordinaire est réunie au moins une fois l'an, dans les délais prévus par la réglementation ou à défaut dans les neuf mois de la clôture de l'exercice social, pour statuer sur les comptes de cet exercice, sous réserve de prolongation de ce délai par décision de justice, ainsi qu'à chaque fois que l'intérêt de la Société l'exigera.

Les décisions de l'Assemblée Générale Ordinaire doivent, pour être valables, être arrêtées par un ou plusieurs associés représentant plus de cinquante (50) pour cent des droits de vote.

Article 29 - **ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE**

L'Assemblée Générale Extraordinaire peut modifier les statuts dans toutes leurs dispositions et décider notamment la transformation de la Société en société d'une autre forme, civile ou commerciale. Elle ne peut toutefois augmenter les engagements des associés, sous réserve des opérations résultant d'un regroupement d'actions régulièrement effectué.

Les décisions de l'Assemblée Générale Extraordinaire doivent être prises par un ou plusieurs associés représentant au moins les deux tiers des droits de vote. Chaque associé a autant de voix qu'il possède ou représente de parts, tant en son nom personnel que comme mandataire, sans limitation.

Toutefois, ne pourront être modifiées qu'à l'unanimité des associés, les clauses statutaires relatives :

- aux cessions d'actions,
- à l'exclusion d'un associé,
- aux articles relatifs aux décisions collectives.

En outre, toutes décisions visant à augmenter les engagements des associés ne peuvent être prises sans le consentement de ceux-ci.

Article 30 - **DROIT DE COMMUNICATION DES ASSOCIES**

Tout associé a le droit d'obtenir, avant toute consultation, communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement sur la gestion et le contrôle de la Société.

TITRE V
EXERCICE SOCIAL - COMPTES SOCIAUX
AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES

Article 31 - **EXERCICE SOCIAL**

L'année sociale est définie à l'article 5.

Article 32 - **INVENTAIRE - COMPTES ANNUELS**

Il est tenu une comptabilité régulière des opérations sociales conformément aux lois et usages du commerce.

A la clôture de chaque exercice, le Président dresse l'inventaire des divers éléments de l'actif et du passif. Il dresse également les comptes annuels conformément aux dispositions du Titre II du Livre 1er du Code de Commerce.

Il annexe au bilan un état des cautionnements, avals et garanties donnés par la Société et un état des sûretés consenties par elle.

Dans la mesure où il est obligatoire, le Président établit un rapport de gestion contenant les indications fixées par la loi.

Le rapport de gestion inclut, le cas échéant, le rapport sur la gestion du groupe lorsque la Société doit établir et publier des comptes consolidés dans les conditions prévues par la loi.

Le cas échéant, le Président établit les documents comptables prévisionnels dans les conditions prévues par la loi.

Tous ces documents sont mis à la disposition des Commissaires aux Comptes dans les conditions légales et réglementaires.

L'associé unique approuve les comptes après rapport du Commissaire aux Comptes dans le délai de six mois à compter de la date de la clôture de l'exercice. L'associé unique ne peut déléguer ses pouvoirs.

En cas de pluralité d'associés, ce rôle est dévolu à l'Assemblée Générale Ordinaire des associés.

Article 33 - **AFFECTATION ET REPARTITION DES BENEFICES**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué des pertes antérieures et des sommes que l'associé unique ou les associés décideront de porter en réserve en application des statuts, et augmenté du report bénéficiaire.

Sur ce bénéfice, l'associé unique ou l'Assemblée Générale détermine la part attribuée sous forme de dividende et prélève les sommes qu'il/elle juge à propos d'affecter à la dotation de tous fonds de réserves facultatives, ordinaires ou extraordinaires, ou de reporter à nouveau.
Cependant, hors le cas de réduction de capital, aucune distribution ne peut être faite à l'associé unique ou aux associés lorsque les capitaux propres sont ou deviendraient à la suite de celle-ci inférieurs au montant du capital.

L'associé unique ou l'Assemblée Générale, en cas de pluralité d'associés, peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves soit pour fournir ou compléter un dividende, soit à titre de distribution exceptionnelle ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont distribués par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les pertes, s'il en existe, sont, après l'approbation des comptes par l'associé unique ou par l'Assemblée Générale, en cas de pluralité d'associés, inscrites à un compte spécial pour être imputées sur les bénéfices des exercices ultérieurs jusqu'à extinction.

Article 34 - **MISE EN PAIEMENT DES DIVIDENDES**

L'Assemblée Générale statuant sur les comptes de l'exercice a la faculté d'accorder à chaque associé pour tout ou partie du dividende mis en distribution ou des acomptes sur dividende, une option entre le paiement du dividende ou des acomptes sur dividende en numéraire ou en actions.

Si la Société ne comporte qu'un associé, celui-ci peut opter pour le paiement d'un dividende ou acompte sur dividende en numéraire ou en actions.

Les modalités de mise en paiement des dividendes en numéraire sont fixées par l'associé unique ou l'Assemblée Générale.

Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans un délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par autorisation de justice.

Lorsqu'un bilan établi au cours ou à la fin de l'exercice et certifié par un Commissaire aux Comptes fait apparaître que la Société, depuis la clôture de l'exercice précédent, après constitution des amortissements et provisions nécessaires, déduction faite s'il y a lieu des pertes antérieures, ainsi que des sommes à porter en réserve en application de la loi ou des statuts et compte tenu du report bénéficiaire, a réalisé un bénéfice, il peut être distribué des acomptes sur dividendes avant l'approbation des comptes de l'exercice. Le montant de ces acomptes ne peut excéder le montant du bénéfice ainsi défini.

La Société ne peut exiger des associés aucune répétition de dividende, sauf si la distribution a été

effectuée en violation des dispositions légales et si la Société établit que les bénéficiaires avaient connaissance du caractère irrégulier de cette distribution au moment de celle-ci ou ne pouvaient l'ignorer compte tenu des circonstances.

L'action en répétition est prescrite trois ans après la mise en paiement de ces dividendes. Les dividendes non réclamés dans les cinq ans de leur mise en paiement sont prescrits.

TITRE VI
CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL - TRANSFORMATION - DISSOLUTION - LIQUIDATION

Article 35 - CAPITAUX PROPRES INFERIEURS A LA MOITIE DU CAPITAL SOCIAL

Si, du fait de pertes constatées dans les documents comptables, les capitaux propres de la Société deviennent inférieurs à la moitié du capital social, le Président est tenu, dans les quatre mois qui suivent l'approbation des comptes ayant fait apparaître ces pertes, de convoquer l'Assemblée Générale Extraordinaire à l'effet de décider s'il y a lieu à dissolution anticipée de la Société.

Si la dissolution n'est pas prononcée, le capital doit être, sous réserve des dispositions légales relatives au capital minimum et dans le délai fixé par la loi, réduit d'un montant égal à celui des pertes qui n'ont pu être imputées sur les réserves, si dans ce délai les capitaux propres n'ont pas été reconstitués à concurrence d'une valeur au moins égale à la moitié du capital social.

Dans tous les cas, la décision de l'Assemblée Générale doit faire l'objet des formalités de publicité requises par les dispositions réglementaires applicables.

En cas d'inobservation de ces prescriptions, tout intéressé peut demander en justice la dissolution de la Société. Il en est de même si les associés n'ont pu délibérer valablement.

Toutefois, le tribunal ne peut prononcer la dissolution, si au jour où il statue sur le fond, la régularisation a eu lieu.

Article 36 - TRANSFORMATION

La Société peut se transformer en Société d'une autre forme si, au moment de la transformation, elle a au moins deux ans d'existence et si elle a établi et fait approuver par l'associé unique ou les associés réunis en Assemblée Générale s'ils sont plusieurs, les bilans de ses deux premiers exercices.

La décision de transformation est prise sur le rapport des Commissaires aux Comptes de la Société, lequel doit attester que les capitaux propres sont au moins égaux au capital social.

La transformation en Société en Nom Collectif nécessite l'accord de tous les associés ; en ce cas, les conditions prévues ci-dessus ne sont pas exigées.

La transformation en Société en Commandite Simple ou par actions est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts et avec l'accord de tous les associés devenant associés commandités.

La transformation en Société à Responsabilité Limitée est décidée dans les conditions prévues pour la modification des statuts des Sociétés de cette forme.

La transformation qui entraînerait, soit l'augmentation des engagements des associés, soit la modification des clauses des présents statuts exigeant l'unanimité des associés devra faire l'objet d'une décision unanime de ceux-ci.

Article 37 - **DISSOLUTION - LIQUIDATION**

Hors les cas de dissolution prévus par la loi, et sauf prorogation régulière, la dissolution de la Société intervient à l'expiration du terme fixé par les statuts ou à la suite d'une décision de l'associé unique ou de l'Assemblée Générale Extraordinaire des associés.

Un ou plusieurs liquidateurs sont alors nommés par cette Assemblée Générale Extraordinaire aux conditions de quorum et de majorité prévues pour les Assemblées Générales Ordinaires.

Le liquidateur représente la Société. Tout l'actif social est réalisé et le passif acquitté par le liquidateur qui est investi des pouvoirs les plus étendus. Il répartit ensuite le solde disponible.

L'Assemblée Générale des associés peut l'autoriser à continuer les affaires en cours ou à en engager de nouvelles pour les besoins de la liquidation.

L'actif net subsistant après remboursement du nominal des actions est partagé également entre toutes les actions.

Lorsque la Société ne comprend qu'un associé, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, dans les conditions prévues par la loi, la transmission du patrimoine social à l'associé unique, sans qu'il y ait liquidation.

TITRE VII
CONTESTATIONS

Article 38 - **CONTESTATIONS**

Toutes contestations susceptibles de surgir pendant la durée de la Société ou après sa dissolution pendant le cours des opérations de liquidation, soit entre les associés, la Direction et la Société, soit entre les associés eux-mêmes, soit entre l'associé unique et la Société ou les dirigeants de la Société relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront jugées conformément à la loi et soumises à la juridiction des Tribunaux compétents.